

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCAP

MARCHE PUBLIC FOURNITURES ET SERVICES

Arrêté du 30 mars 2021

Marché n° 25 IBS 002 M

CAMPAGNES MARKETING

Marketing digital & Production de contenus

INSTITUT MINES-TELECOM BUSINESS SCHOOL

Objet de ce document

Ce document décrit les règles administratives particulières du marché. Il complète, précise ou déroge au CCAG FCS

ARTICLE 1 :

ARTICLE 1 :	2
PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 PROCEDURE DE PASSATION	4
1.3 FORME ET NATURE DU MARCHÉ	4
1.4 DECOMPOSITION EN LOTS	4
1.5 ENTITE UTILISATRICE	4
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 : EMISSION DES BONS DE COMMANDE	5
ARTICLE 5 : CONTENU DE LA PRESTATION	6
ARTICLE 6 : CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION	6
ARTICLE 7 : EQUIPE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DES PARTIES DU TITULAIRE	7
ARTICLE 9 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
9.1 - VERIFICATION DES PRESTATIONS	7
9.2 - ADMISSION DES PRESTATIONS	7
9.3 - RECEPTION	7
9.4 - AJOURNEMENT	7
ARTICLE 10 : TRAITEMENTS DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	7
OBLIGATIONS GENERALES :	7
ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITÉ	9
12.1 CONFIDENTIALITE DES ECHANGES DANS LE CADRE DU MARCHÉ	9
12.2 CONFIDENTIALITE DES DONNEES ET DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	10
12.3 - DISPOSITIONS COMMUNES	11
ARTICLE 12 : SOUS TRAITANCE	11
ARTICLE 13 : MODALITES FINANCIERES	11
13.1 - PRIX	11
13.2 VARIATION DES PRIX	12
13.3 - PRESENTATION DES FACTURES	12
13.4 - PAIEMENT DES PRESTATIONS	13
SERVICE CHARGE DE PAIEMENT	13
ARTICLE 14 : AVANCE	14
ARTICLE 15 : PÉNALITÉS	14
15.1 - DEROGATIONS RELATIVES AUX PENALITES	14
15.2 PENALITE POUR RETARD	14
15.3 PENALITE POUR NON-EXECUTION	14
15.4 PENALITES POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 16 : MODIFICATIONS DU MARCHÉ	15
ARTICLE 17 : MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ	15
ARTICLE 18 : RÉSILIATION	15
ARTICLE 19 : LOI APPLICABLE - LITIGE	15

ARTICLE 20 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF	16
ARTICLE 21 : LISTE DES PIECES A FOURNIR TOUS LES 12 MOIS (SI RENOUVELLEMENT)	16
ARTICLE 22 : DÉROGATION	16

Parties contractantes

Le présent marché est passé entre d'une part :

Institut Mines-télécom Business School, école interne de l'Institut Mines-Télécom, Établissement public à caractère Scientifique, culturel et professionnel créé par le décret n° 2016-1527 du 14 novembre 2016 modifiant le décret n° 2012-279 du 28 février 2012 représentée par le signataire du présent marché Monsieur M. Herbert CASTERAN, Directeur de Institut Mines-Télécom Business School, sis 9 rue Charles Fourier 91000 Evry-Courcouronnes.

Ci-après dénommé « IMT-BS » ou « l'acheteur »,

Et d'autre part, **l'entreprise titulaire du marché**, dénommée ci-dessous le titulaire ou le prestataire.

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet des prestations permettant de mener des campagnes marketing sur l'intégralité du portefeuille des formations exécutives et des formations initiales d'Institut Mines-Télécom Business School, ainsi que de produire des contenus pour les alimenter.

1.2 Procédure de passation

Le marché est passé sous forme d'appel d'offres ouvert en application de l'article L. 2124-2 du code de la commande publique

1.3 Forme et nature du marché

Le présent marché est un accord cadre à bons de commande en application de l'article R 2162-2 du code de la commande publique en vigueur, conclu avec un montant maximum annuel.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

Le montant maximum annuel est de : 650 000 € HT (Six cent cinquante mille hors taxes).

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

1.4 Décomposition en lots

Conformément à l'article R.2113-3 et L.2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloté au motif que l'ensemble des services concernés est considéré comme homogène parce qu'il constitue une unité fonctionnelle au sens de l'article R. 2121-6 du Code de la commande publique.

1.5 Entité utilisatrice

Institut Mines-Télécom Business School (IMT-BS) est dénommée ci-après « entité utilisatrice » qui signe les bons de commande et s'assure de leur bonne exécution.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe 1 (bordereau de prix unitaires),
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le cahier des clauses techniques particulière (C.C.T.P.)
- Le mémoire technique du titulaire
- Le CCAG-FCS - Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Toute clause portée dans un document du titulaire (documentation, tarifs, etc.) contraire aux documents contractuels est réputée non écrite. Les conditions de vente du prestataire seront concernées par cette disposition.

Le CCAG-FCS est accessible sur le site [legifrance.fr](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341). Le Titulaire est réputé en avoir eu connaissance. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de douze mois à compter de sa notification au titulaire. Il pourra se renouveler (2) deux fois par période d'1 (un) an sur décision de l'acheteur sans que sa durée totale n'excède (3) trois ans.

En cas de non reconduction, le titulaire en sera informé deux mois au moins avant la date anniversaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception.

En application de l'article R 2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser sa reconduction.

ARTICLE 4 : EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commandes seront établis sur la base du bordereau de prix unitaire ou d'une demande de devis au fur et à mesure des besoins.

- Ils comportent obligatoirement les indications suivantes :
- La référence du marché
- le numéro de bon de commande ;
- la désignation des prestations commandées conformément au BPU, sur devis et/ou catalogue
- la quantité souhaitée ;
- les dates de la prestation ;
- les prix unitaires H.T. tels qu'ils figurent dans le Bordereau des Prix ;
- le montant total H.T ;
- le montant total T.T.C.
- la date d'envoi.

Institut Mines-Télécom Business School pourra émettre et notifier des bons de commande au titulaire pendant toute la durée de validité du présent marché.

Les bons de commande seront exécutés par le titulaire jusqu'au terme indiqué, même si ce délai excède la durée de validité du marché, sans toutefois dépasser 3 mois à compter de la date de fin de marché.

Les délais d'exécution commencent à courir à compter de la réception par le titulaire du bon de commande.

ARTICLE 5 : CONTENU DE LA PRESTATION

Conformément au cahier des charges techniques (CCTP) du présent marché.

ARTICLE 6 : CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION

6.1 Conditions d'exécution

Un bon de commande sera émis en référence au marché et conformément aux prestations du B.P.U (Bordereau des Prix Unitaires).

Les prestations seront rémunérées conformément aux prix indiqués dans le B.P.U (Bordereau des Prix Unitaires).

Il est précisé que certaines prestations, telle que la création des contenus prévus au B.P.U (Bordereau des Prix Unitaires) devront faire l'objet d'une demande de devis par les services marketing d'Institut Mines-Télécom Business School.

En cas de prestations, devenues nécessaires pour la bonne exécution des campagnes marketing, Institut Mines-Télécom Business School se réservent aussi la possibilité à titre exceptionnel de commander sur le catalogue du titulaire ou de faire une demande de devis. Si celles-ci sont justifiées et redondantes, elles pourront être intégrées au BPU par voie d'avenant après concertation entre les parties.

Un bon de commande sera émis en référence au devis après validation d'IMT-BS, elles seront rémunérées conformément au devis.

Aucune prestation, ne sera rémunérée, si elle n'a pas fait l'objet **d'une commande en référence au marché.**

6.2 Délais d'exécution

Le délai de livraison court à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire. Chaque demande fera l'objet d'un calendrier établi entre les deux parties.

ARTICLE 7 : EQUIPE DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage, à compter de la notification du présent marché, à affecter une équipe d'intervenants opérationnels pendant toute la durée d'exécution des prestations.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à faire bénéficier à Institut Mines-Télécom Business School de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine de chaque prestation objet du présent marché.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DES PARTIES DU TITULAIRE

8.1 Obligations du titulaire :

Le titulaire a un devoir de conseil au titre de ses prestations.

Pour l'ensemble des prestations objet du présent marché, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

8.2 Obligations de Institut Mines-Télécom Business School :

IMT-BS s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché et fournira régulièrement au titulaire toutes les informations nécessaires à la réalisation des prestations.

ARTICLE 9 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

9.1 - Vérification des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 22 à 24 du C.C.A.G./F.C.S.

9.2 - Admission des prestations

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du C.C.A.G./F.C.S.

9.3 - Réception

IMT-BS accepte la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché.

9.4 - Ajournement

Conformément à l'article 30 du CCAG/FCS arrêté du 30 mars 2021

ARTICLE 10 : TRAITEMENTS DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Obligations générales :

A compter du 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016).

Dans ce cadre, le titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable du traitement, s'engage à :

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite du pouvoir adjudicateur ;
- Collecter et traiter les données conformément aux instructions données par le pouvoir adjudicateur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du Règlement Général sur la Protection des Données.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

Sous-traitance :

Le titulaire peut, avec l'accord préalable de IMT-BS, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique. Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit IMT-BS de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. L'information transmise à IMT-BS indique précisément les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données conformément au présent article.

Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant IMT-BS.

Droit d'information des personnes concernées :

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec IMT-BS.

Exercice des droits des personnes :

Le titulaire s'efforce de fournir, au pouvoir adjudicateur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le Règlement Européen sur la Protection des Données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

Notification des violations de données à caractère personnel :

Le titulaire notifie, dès qu'il en a connaissance, au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur de notifier si nécessaire cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Assistance du titulaire dans le cadre du respect par le pouvoir adjudicateur de ses obligations :

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers mandaté.

Mesures de sécurité :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Registre des catégories d'activités de traitement :

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte du pouvoir adjudicateur conformément au Règlement général sur la protection des données.

Sort des données :

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITÉ

12.1 Confidentialité des échanges dans le cadre du marché

Le titulaire ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de IMT-BS, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du marché.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché. Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du titulaire à l'occasion du présent marché. Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par IMT-BS. Le contenu du marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article. Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le titulaire à IMT-BS.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le titulaire s'expose à la résiliation aux torts du titulaire prévu à l'article 22 du CCAP.

IMT-BS s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalés comme tel dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

12.2 Confidentialité des données et des données à caractère personnel

Les données, documents, informations, tableaux et fichiers informatiques manipulés par le prestataire en provenance de IMT-BS, lors de la réalisation des prestations sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Même anonymisées, les données, documents, informations, tableaux et fichiers informatiques portés à la connaissance du prestataire au cours de l'exécution du marché doivent demeurer confidentiels.

Il en va de même pour les supports informatiques de ces données, documents, informations, tableaux, fichiers informatiques ainsi que pour les données à caractère personnel.

Le prestataire se porte garant de l'intégrité et de la confidentialité des données, documents, tableaux, informations et fichiers informatiques auxquels il aura accès et/ou qui lui seront confiés par IMT-BS pour lui permettre de réaliser ses prestations et services. Il en va de même pour les données à caractère personnel.

IMT-BS est seule susceptible de décider de leur communication dans le respect des droits des tiers, des dispositions de la LIL3 et du RGPD, et des dispositions prévues au présent CCAP.

Lorsqu'elle traite des données personnelles dans le cadre du Contrat, chacune des Parties s'engage à les traiter conformément à l'article 32 la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n°2004-801 du 06 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et conformément aux dispositions du Règlement général de protection des données personnelles n°2016/679 (RGPD) du 27 avril 2016", ou tout autre texte les remplaçant.

La Partie opérant le traitement fera son affaire de prendre toutes précautions nécessaires afin de préserver la sécurité de ces données, en assurer la conservation et l'intégrité dans le respect des dispositions légales applicables. Elle sera seule responsable d'informer les personnes

concernées par la collecte des données de la finalité du traitement, des destinataires des données et des modalités d'exercice des droits d'accès, de rectification et d'opposition qui leur sont ouverts au titre de la loi n°78 17 du 6 janvier 1978 et du RGPD précités. Pour ce faire, elle leur indiquera notamment le nom et adresse du délégué à la protection des données auprès duquel ces droits peuvent être exercés.

Le Prestataire est informé que si la prestation implique un transfert hors UE de données personnelles par lui ou un sous-traitant, il doit explicitement en informer IMT-BS au préalable. Un tel transfert ne pourra être réalisé qu'à l'appui de la signature des clauses contractuelles types préconisées par les instances européennes (décisions 2001/497/CE et 2004/915/CE).

IMT-BS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

IMT-BS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité pour du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

12.3 - Dispositions communes

Les obligations de confidentialité se maintiennent pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme.

Le prestataire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer les mêmes obligations. Le prestataire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

ARTICLE 12 : SOUS TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines prestations de services du marché.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par IMT-BS.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement sont possibles en cours d'exécution de l'accord-cadre selon les modalités définies à l'article R 2193-3 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant (DC 4 ou équivalent) :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L 2141-1 à L2141-5 ou aux articles L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire (article 32.1 du CCAG FCS).

ARTICLE 13 : MODALITES FINANCIERES

13.1 - Prix

Le marché est traité à prix unitaires selon les prix indiqués dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Ils sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation.

Le taux de TVA applicable est le taux légal en vigueur.

13.2 Variation des prix

Les prix sont fermes et définitifs la première année d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur, par envoi électronique faisant date certaine, ses nouveaux tarifs (le bordereau des prix mis à jour) dans un délai minimum d'un mois avant la date prévue par l'ajustement.

L'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché lorsque le changement conduit à une augmentation supérieure à 2%

Si le titulaire omet de présenter son nouveau tarif dans un délai de 30 jours calendaires maximum avant sa date d'entrée d'application, aucune actualisation de prix ne pourra s'appliquer pour la période concernée et les prix en vigueur avant la date prévue continueront de s'appliquer. Par ailleurs, il ne pourra pas y avoir de rattrapage sur la période suivante.

13.3 - Présentation des factures

Pour chaque commande, à l'issue de la réception et de l'admission de la prestation, le titulaire émet une facture afférente au paiement de celles-ci. Chaque facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de marché
- La référence du bon de commande émis
- Le détail des prestations réalisées et leurs dates de réalisation,
- Le nom et l'adresse du titulaire du lot concerné,
- Le numéro du compte bancaire à créditer,
- Le prix unitaire H.T. conformément au Bordereau des Prix Unitaires ou le prix du devis validé
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total T.T.C.,
- La date d'établissement de la facture.

IMT-BS se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés. Il est rappelé que le fournisseur devra apporter une attention particulière à la transmission dématérialisée des factures comme détaillée à l'article suivant.

Le titulaire reprendra sur la facture les détails des prestations conformément au bon de commande.

Il sera procédé à une vérification des pièces qui serviront à la liquidation des sommes dues au titulaire et, le cas échéant, à la fixation des pénalités qui pourront être mises à sa charge dans les conditions prévues dans le présent document.

Modalité de transmission des factures

En application de l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire devra utiliser le système " CHORUS PRO ". Ce portail est accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures adressées à IMT-BS devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET IMT-BS : 180 092 025 000 63

Le code service : **BS_FACTURES_SERVICE_FINANCIER**
Le numéro d'engagement : Numéro qui sera communiqué ultérieurement



Toutes les factures doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.
Les factures transmises par un autre moyen ne seront pas payées.

13.4 - Paiement des prestations

Le paiement des prestations interviendra à l'issue de la réalisation de chaque bon de commande, après service fait attesté par la personne responsable de l'exécution de la prestation à IMT-BS. Il concernera uniquement le bon de commande réceptionné.

Des acomptes pourront être versés au titulaire conformément aux articles R 2191-20 et suivants du Code de la commande publique. Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

IMT-BS se libèrera des sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la facture.

Les intérêts commencent à courir le lendemain de l'expiration du délai de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

En cas de dépassement du délai global de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Service chargé de paiement

Le service chargé du paiement est : Agent comptable de l'Institut Mines-Télécom
19 Place Marguerite Perey
91120 Palaiseau

ARTICLE 14 : AVANCE

Sauf renonciation expresse du titulaire, une avance de 5 % est versée au titulaire dans les conditions prévues par les articles R 2191-6 et suivants du code de la commande publique pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du bon de commande est supérieur à deux mois.

Cette avance n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 80 % du montant forfaitaire au titre duquel est accordée cette avance.

Conformément aux dispositions de l'article R 2191-10 du code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

ARTICLE 15 : PÉNALITÉS

15.1 - Dérogations relatives aux pénalités

En cas de manquement dans l'exécution du marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, une pénalité forfaitaire dont le montant est défini ci-après HT.

Tout manquement aux prestations du marché fera l'objet d'un constat par écrit de IMT-BS, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

15.2 Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS arrêté du 30 mars 2021, des pénalités de retard peuvent être appliquées à hauteur de 10% de la valeur du bon de commande.

15.3 Pénalité pour non-exécution

En cas de non-exécution des prestations, et sauf cas de force majeure, outre le non-paiement, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité égale à 100% du montant de la commande concernée pour préjudice.

15.4 Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité

En cas de manquement aux obligations de confidentialité, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 100.000 € par manquement constaté.

ARTICLE 16 : MODIFICATIONS DU MARCHE

Les modifications du marché seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 17 : MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à IMT-BS les modifications survenues au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à sa raison sociale ou sa dénomination
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

La cession du marché acceptée par IMT-BS fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 18 : RÉSILIATION

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 – article 38 du CCAG/FCS arrêté du 30 mars 2021.

Toutefois Institut Mines-Télécom Business School se réserve également la possibilité de résilier le marché dans les conditions suivantes :

- Si le titulaire s'avère dans l'impossibilité de fournir tout ou partie des prestations énumérées au CCTP ou dans les annexes financières,

Institut Mines-Télécom Business School pourra, après mise en demeure, résilier le marché, sans versement d'indemnité.

A notification de résiliation, le titulaire s'engage à maintenir ses prestations 60 (soixante) jours.

ARTICLE 19 : LOI APPLICABLE - LITIGE

Le présent marché est soumis à la loi française.

IMT-BS et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et IMT-BS doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à IMT-BS dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

IMT-BS dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 20 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF

En cas de litiges, le tribunal administratif compétent sera celui du lieu du siège du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 21 : LISTE DES PIECES A FOURNIR TOUS LES 12 MOIS (SI RENOUVELLEMENT)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 12 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces suivantes :

- Attestation d'assurance
- Attestations sociales et fiscales



Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne :

<https://declarants.e-attestations.com>

L'acheteur peut résilier le marché si le Titulaire ne dépose pas les documents demandés. Cette résiliation interviendra après une mise en demeure restée infructueuse.

ARTICLE 22 : DÉROGATION

Il est dérogé au C.C.A.G./FCS pour les articles suivants :

CCAP	C.C.A.G./FCS.
15	Article 14

Lu et Accepté
Signature :